Suite de PAUL ET MARIE CAVE

ignorer que signaler quelqu'un aux autorités allemandes, c'est le leur livrer. »

Nicolas se demande aussi pourquoi **Madame Rivat** ne va pas à la mairie toute proche, consulter le maire **Antoine Pinay**. Même s'il s'est « lourdement trompé en 1940 », -il a voté les pleins pouvoirs à Pétain et il l'a accueilli dans sa ville- depuis, « il a sauvé des dizaines de proscrits dont plusieurs juifs, nombreux dans la tannerie. » « Il n'aurait jamais permis à la pharmacienne d'aller parler de **Paul** aux nazis. »

13-14 HEURES**MME RIVAT A LA GESTAPO A SAINT-ETIENNE**

Nicolas poursuit : « **Madame Rivat** arrive à Saint-Etienne entre 13 et 14 heures. Elle se rend au Modern'Hotel à la Feldgendarmerie puis à la police allemande au Nouvel-Hôtel de Châteaueux, où se trouvent les bureaux de la Gestapo. Les plantons de permanence l'informent que les officiers déjeunent au mess. On lui conseille de revenir dans l'après-midi ou le lendemain. « Mais on a bien pris note de sa requête. Lorsque **Mme Rivat** revient à Saint-Chamond, le mal est fait. Vers 18 heures, le SD (le Service de Sécurité) vient chercher **Paul**. »

17 HEURES**RETOUR DE MME RIVAT**

Léontine Cave, 25 ans, soeur de Jeanine, donc cousine germaine de **Paul**, a témoigné devant la commission le 27 août 1944 : « J'ai rencontré **Madame Rivat** le 10 mai dans la rue alors qu'elle revenait de Saint-Etienne. » **Léontine** se trouvait certainement rue Victor Hugo devant l'immeuble des **Rivat** et des **Cave**, espérant ou cherchant le moyen de faire sortir **Paul**. Preuve que sa famille n'abdiquait pas. **Léontine** poursuit : « Il était environ 17 heures. Après m'avoir dit qu'à la Kommandantur, on avait refusé de la recevoir, elle me dit être allée à la Gestapo où, après lui avoir demandé l'âge de ce jeune homme laissé chez elle : « J'ai dit qu'il avait 17 ans. » (En fait, il avait 16 ans et demi). Ils lui répondirent : « 17 ans et on ne l'a pas pris ? C'est bien ! on va s'en occuper. » Une heure après, termine **Léontine**, une voiture venait cueillir mon cousin chez lui où il était enfermé depuis le matin. »

« **Mr Rivat**, juge **Nicolas**, va attribuer l'arrestation de toute la famille **Cave** aux

allemands, alors qu'il sait bien que ce sont deux français qui ont interpellé les parents et lui ont confié **Paul**. Dans son audition, il déclare aussi : « Les policiers boches avaient donc une liste de trois personnes à arrêter. Ils se sont trouvés devant quatre. Ils ont arrêté les trois dont ils avaient le signalement et mis le quatrième en lieu sûr.

Arrivés à Saint-Etienne, poursuit **Rivat**, et ayant incarcéré leurs prisonniers, ils sont venus faire leur rapport qui a été remis vers 12 heures à la Gestapo, laquelle partait prendre son repas et rentrait à 14 heures. Le rapport serait ensuite examiné.

Mais comme les policiers étaient debout depuis peut-être quatre heures du matin, ils avaient bien le droit à un peu de repos. La Gestapo a donc lu le rapport et vers 16 heures, il y a eu le rapport verbal. »

A la lecture du présent rapport, **Mr Marcel Peillon** a ajouté au stylo : « On voit que **Mr Rivat** est au courant dans les plus intimes détails des pensées de ces Messieurs. »

Et **Louis Nicolas** de conclure : « Tout commentaire serait superflu. Désormais le sort de toute la famille **Cave** est scellé. » Avec les autres concitoyens arrêtés, ils sont transférés dans une prison stéphanoise.

4 ET 8 JUIN 1944**LES DÉPARTS EN DÉPORTATION**

Le 4 juin 1944, **Paul** (16 ans 1/2) et son père **Claude** (63 ans) font partie du convoi I 223 qui part de Compiègne pour l'immense camp de concentration de Neuengamme, dans le nord de l'Allemagne, au sud-est de Hambourg. **Marie** (21 ans) et sa mère **Claudine** (54 ans), née **Servanton**, originaire de St-Victor-sur-Loire partent le 8 de Paris dans le convoi I 225 pour le camp de concentration de Ravensbrück, à 80 km au nord de Berlin.

1944 ET 1945**MORT(E)S A RAVENSBRUCK ET NEUENGAMME**

Le premier à mourir fut le père, le 15 novembre 1944, suivi de son épouse, le 18 décembre, puis de leur fille, le 20 avril 1945, quelques jours avant la libération du camp. Dans son N° 139, le Coq Pelaud a relaté des instants de la déportation de **Marie** et de sa mort grâce au récit de **Nelly Gorce**, une de ses camarades d'infortune.

Paul eut la chance de revenir malgré des circonstances dramatiques. En effet

(voir aussi le CP 139), en avril 45, avant l'arrivée des troupes alliées, les nazis évacuèrent à pied les détenus de Neuengamme. Ceux-ci après une marche forcée de 80 km atteignirent le port de Lübeck sur la mer Baltique et furent transbordés progressivement dans des navires et emmenés au large. **Paul**, pas encore embarqué, eut la chance d'être secouru début mai 1945 par la Croix Rouge suédoise.

MAI 1945**PAUL DELIVRÉ PAR LA CROIX ROUGE SUÉDOISE**

Paul Cave rentra le 28 juin 1945. Il n'avait pas 18 ans. Il fut recueilli par les **Peillon**. **Marcel** fut ensuite nommé « tuteur définitif » par un Conseil de famille le 19 octobre 1946.

Sur un document sur **Paul Cave** qui figure aux Archives du Mémorial de la Résistance de Saint-Etienne, il est écrit à la main, mais non daté et non signé, mais on peut penser que l'auteur en est **Denise Peillon** :

« **Paul**, à son retour, le 28 juin 1945, vécut chez nous, en frère, en fils. Il n'y avait point besoin de parler entre nous, nous savions, au plus profond de nos âmes...

Jeanne Peillon (=Madame Peillon), qu'il appelait « sa chère amie », fut cependant sa confidente, respectant par son silence, ses secrets atroces.

Paul passa son bac, session 45-46, malgré la pusillanimité incroyable du directeur du lycée de St Etienne.

Peu à peu **Paul**, avec difficulté, se réinséra dans la normalité de la vie courante, laquelle n'était pas encore normale.

Il eut le cran d'aller chez lui... épreuve que l'on imagine.

Nous lui avons apporté notre appui entier, sans mesure.

Paul resta au 28, jusqu'à sa majorité. »

MAI 1945**CONDAMNATION DES DÉNONCIATEURS**

Dans son Epilogue, titré « Suprême outrage pour les **Cave** », **Louis Nicolas** nous révèle qu'après guerre, « les délateurs soupçonnés n'ont pas été sanctionnés à la hauteur de leur crime. » En effet, **Gabriel Champomier**, ne sera condamné qu'à 10 ans de travaux forcés et à l'indignité à vie par la Cour de justice de Lyon, habituellement beaucoup plus sévère. » « Mais, estime **Louis Nicolas**, était-il le seul délateur des **Cave** ?

Suite page 4